

Commune de Saint Paul Cap de Joux

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 19 NOVEMBRE 2020

L'an deux mille vingt, le dix-neuf novembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Paul Cap de Joux, convoqué le **10 novembre 2020**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie de Saint Paul Cap de Joux, sous la Présidence de Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, Maire.

Présents : Christian BELAUT, Zalifaou BERNÈS, Bruno BERTHOUMIEUX, Brigitte BILLOUX, Carole CARNEMOLLA COUSIN, Christine ELIZONDO, Michèle GUIRAUD, Jean-Philippe MOULY, Nelly PINEL, Michèle PRAT, Christine VALÉRO, Laurent VANDENDRIESSCHE, Thierry VIALARD - Cédric FABRE (invité).

Absents excusés : Michel BELAVAL, Ernest DURAND.

Secrétaire de séance : Mme Christine VALÉRO a été désignée comme secrétaire de séance..

ORDRE DU JOUR

1. Mise en sécurité de l'installation campanaire de l'église – Modification du plan de financement
2. Dénomination des voies communales – Modification de la délibération du 24/09/2020, ajout d'un chemin
3. Renouvellement de la convention avec Média-Tarn pour le dispositif « Ecole et cinéma »
4. Appel à la solidarité pour les communes des vallées de la Vésubie, de la Roya et de la Tinée ravagées par la tempête Alex
5. Demande de subvention de l'association Prévention Routière – Comité du Tarn
6. Décision modificative n°2 : ajustements budgétaires
7. Règlement intérieur du conseil municipal
8. Questions diverses

M. le Maire propose l'approbation du compte-rendu de la séance du 22 octobre 2020.

Le compte-rendu de la séance du 22 octobre 2020 est adopté à l'unanimité des membres présents.

1) Mise en sécurité et restauration de l'installation campanaire de l'église – Modification du plan de financement (2020/49)

M. le Maire rappelle le plan de financement du projet de mise en sécurité et de restauration de l'installation campanaire de l'église validé par délibération n°2020/38 en date du 24 septembre 2020.

Considérant que le dispositif régional de restauration du patrimoine culturel permet de prétendre à une aide de 20% du montant éligible des travaux envisagés, M. le Maire propose de modifier le plan de financement comme suit :

Dépenses HT		Recettes		
Rénovation complète de l'installation campanaire de l'église	68 218.25 €	Etat	24,19%	16 506,00 €
		Département	24,06%	16 413,98 €
		Région	20,00%	13 643,65 €
		Commune	31,75%	21 654,62 €
TOTAL	68 218.25 €	TOTAL		68 218,25 €

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Accepte le nouveau plan de financement tel que décrit ci-dessus ;
- Donne pouvoir à M. le Maire pour signer tous documents relatifs à l'exécution de cette décision.

2) **Dénomination des voies communales (annule et remplace la délibération n° 2020/42 du 24 septembre 2020) (2020/50) – Annexe 1**

M. le Maire expose :

La dénomination et le numérotage des voies communales relèvent de la compétence du Conseil Municipal qui, dans le cadre de ses attributions prévues par l'article L.2121-29 du CGCT, règle par ses délibérations les affaires de la commune.

Lors de la séance du conseil municipal du 12 mars 2020, l'assemblée était favorable à la réalisation d'un plan d'adressage de la commune pour les motifs suivants :

- meilleure identification des lieux dits et des maisons facilitant à la fois l'intervention des services de secours mais également la gestion des livraisons en tous genres,
- prérequis obligatoire pour le déploiement de la fibre optique, permettant notamment la localisation de tous les foyers.

En vertu de l'article L.2213-28 du CGCT, « Dans toutes les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des maisons est exécuté pour la première fois à la charge de la commune. L'entretien du numérotage est à la charge du propriétaire qui doit se conformer aux instructions ministérielles ».

La dénomination et le numérotage constituent une mesure de police générale que le Maire peut exercer pour des motifs d'intérêt général.

M. le Maire présente la dénomination des voies et demande à l'assemblée de se prononcer.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- approuve le principe général de dénomination et numérotage des voies de la commune,
- valide le nom attribué aux voies communales (liste ci-annexée),
- charge M. le Maire d'accomplir les formalités nécessaires.

3) **Convention fixant la contribution annuelle – Opération « Ecole et Cinéma » (2020/51) – Annexe 2**

M. le Maire rappelle la mise en place d'une contribution financière municipale annuelle relative à la gestion et l'organisation de l'opération « Ecole et Cinéma » conduite depuis 1994 au profit des écoles du Département.

Cet engagement de la Commune se traduit par le versement à Média-Tarn d'une contribution de 1.50 €/élève/an, établie sur la base du nombre d'élèves inscrits à l'opération « Ecole et Cinéma » par l'équipe éducative de l'école de la Commune.

M. le Maire propose de renouveler la convention pour l'année scolaire 2020/2021.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Accepte les termes de la convention fixant la contribution financière municipale annuelle – Opération « Ecole et Cinéma » pour l'année scolaire 2020/2021,
- Autorise M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

4) Appel à la solidarité pour les communes des vallées de la Vesubie, de la Roya et de la Tinée ravagées par la tempête Alex (2020/52)

M. le Maire donne lecture du communiqué de l'association des Maires et l'association des Maires Ruraux des Alpes-Maritimes qui lancent un appel aux dons pour les communes sinistrées des vallées des Alpes-Maritimes suite à la tempête meurtrière qui a lourdement frappé le territoire le 2 octobre 2020.

Les communes de ces trois vallées ont subi des dégâts catastrophiques exceptionnels, plusieurs villages sont dévastés et des infrastructures majeures ont été rasées par les flots.

Les fonds seront immédiatement reversés aux communes les plus sinistrées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide de verser sur le compte « Solidarité sinistrés tempête Alex » créé par l'association des Maires et l'association des Maires Ruraux des Alpes-Maritimes, une subvention exceptionnelle de 0.50 € par habitant, soit 568 € ;
- Précise que les crédits budgétaires au compte 6574 sont suffisants.
- Donne pouvoir à M. le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

5) Subvention à l'association Prévention Routière – Comité du Tarn (2020/53)

M. le Maire présente la demande de subvention de l'association Prévention Routière – Comité du Tarn qui sollicite une aide financière de 100 € pour mener des actions de sensibilisation aux risques routiers pour l'animation 2021.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide de verser 100 € de subvention à l'association Prévention Routière – Comité du Tarn ;
- Précise que les crédits budgétaires au compte 6574 sont suffisants ;
- Autorise M. le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

6) DM n° 2 – Crédits supplémentaires, virements de crédits (2020/54)

M. le Maire expose qu'il est nécessaire d'ajuster les prévisions budgétaires pour intégrer l'acquisition des bâtiments appartenant à SOCADAL.

Il ajoute qu'une partie de la reconstruction des ateliers municipaux sera comptabilisée en section de fonctionnement, à hauteur du montant de l'indemnisation de l'assurance, soit 75 000 € (valeur du bâtiment).

En conséquence, M. le Maire propose d'adopter les ajustements de crédits suivants :

Article - Opération	Libellé	Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT			
615221	Entretien et réparations bâtiments publics	17 500,00 €	
73223	FPIC		17 500,00 €
TOTAL		17 500,00 €	17 500,00 €
INVESTISSEMENT			
2138 - 20007	Autres constructions	75 000,00 €	
2313 - 20006	Constructions - Ateliers municipaux	-75 000,00 €	
TOTAL		0,00 €	0,00 €

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve la décision modificative telle que présentée ci-dessus,
- Autorise Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

7) Adoption du règlement intérieur du conseil municipal (2020/55) – Annexe 3

M. le Maire, expose :

Depuis le 1^{er} mars 2020, en application de l'article L2121-8 du Code général des collectivités territoriales, le règlement intérieur du conseil municipal devient obligatoire pour les communes de 1 000 habitants et plus (contre 3 500 habitants et plus auparavant). Il doit être établi par le conseil municipal dans les six mois suivant son installation.

M. le Maire présente au Conseil municipal les dispositions contenues dans le projet du règlement ci-annexé, qui fixe entre autres :

- Les modalités d'organisation d'une séance de Conseil municipal,
- La fréquence et les règles de présentation et d'examen des questions orales ayant trait aux affaires de la commune,
- Les règles de fonctionnement des commissions municipales.

M. le Maire soumet le projet de règlement au vote.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- adopte le règlement intérieur ci-annexé ;
- charge M. le Maire de l'exécution de la présente délibération.

8) Questions diverses

Référent COVID

M. le Maire se propose d'être le référent « COVID » pour les services préfectoraux. Approuvé à l'unanimité.

AAPPMA St Paul

La société de pêche remercie la commune pour le nettoyage/déblaiement des berges de l'Agout après la crue.

En juin 2021 sera à nouveau programmée une matinée nettoyage avec les élus et les bonnes volontés (associations, école...).

Ateliers municipaux

Rencontre de l'architecte après le déblaiement et la mise en sécurité du bâtiment, en attente de la réception courant décembre de deux propositions : reconstruction seule des ateliers municipaux et reconstruction avec création d'un espace propriété appartenant au bâtiment (mission supplémentaire).

Bulletin municipal

Considérant le contexte sanitaire et l'absence d'activités associatives, il est proposé de réaliser une feuille d'informations municipales.

Réunions programmées les lundis 23/11 et 30/11 à 18h30.

Infos CCLPA

- Compte-rendu de la commission petite enfance par Brigitte Billoux : présentation des élus, état des lieux des structures existantes sur le territoire et des assistantes maternelles (nombre en baisse). Constat : manque d'accueil pour les petits.

- Compte-rendu de la commission EHPAD par Carole Carnemolla Cousin : présentation du fonctionnement de l'établissement situé à Montdragon. Manque de personnel et recrutement difficile. Projet de créer un CIAS.
- Compte-rendu de la commission enfance, jeunesse et sports par Michèle Prat : présentation des services. Bilan été 2020 avec vacances apprenantes, peu de sorties et plus d'intervenants sur site. Formation des animateurs, aide au BAFA pour les jeunes du territoire.
- Compte-rendu de la commission culture et patrimoine par Christine Elizondo : tour de table des élus et état des lieux des actions proposées. Saison culturelle : 5 spectacles vivants sur le territoire et 3 à la scène nationale à Albi – 2 expos – ateliers. Soutien aux associations par subvention ou par prêt de matériel. Se pose la question de l'articulation des deux thématiques culture et patrimoine, deux groupes de travail ? Inviter les associations culturelles du territoire. Appel à projets 2021 : centenaire de la naissance de Georges Brassens, Racontarn sur le territoire, Art vagabond. Balade sur la voie romaine. Recensement du patrimoine.
- Point de Christine Valéro sur les projets actuels :
Acquisition du lac de Serviés, projet partagé avec la fédération de pêche, de chasse, les ligues environnementales, la Région, le Département et la CCLPA, 33 hectares en tout dont 22 hectares en eau.
Projet de cuisine centrale de la MFR de Peyregoux, structure en difficulté actuellement qui cherche des ressources supplémentaires.

Calendrier

- Commission communication : lundi 23 et 30/11 à 18h30
- Conseil municipal : mercredi 09/12 à 20h30

Fin de séance.

ANNEXE 1

DENOMINATION DES VOIES

Chemin d'Al Priou
 Chemin d'En Augé
 Chemin d'En Auriol
 Chemin d'En Azéma
 Chemin d'En Bidou
 Chemin d'En Roudet
 Chemin d'En Toumet
 Chemin de Bellac
 Chemin de Combe d'En Tau
 Chemin de Garrigue Longue
 Chemin de la Bouriette
 Chemin de la Bouriette de Saint Amans
 Chemin de la Bouriette de Prades
 Chemin de la Bousquetié
 Chemin de la Colline
 Chemin de la Gourgasse
 Chemin de la Métairie Haute
 Chemin de la Métairie Neuve
 Chemin de la Rivière
 Chemin de la Rouyrié
 Chemin de la Soulade
 Chemin de Malabiau
 Chemin de Malpel
 Chemin de Masbiel
 Chemin de Mirandel
 Chemin de Passol dal Prat
 Chemin de Pécharnié
 Chemin de Sainte-Cécile
 Chemin des Cambieux
 Chemin des Cassés
 Chemin des Gaurels
 Chemin des Maurels
 Chemin des Négils
 Chemin du Castelet
 Chemin du Chalet de Scalibert
 Chemin du Collège
 Chemin du Pech
 Impasse Borio Blanco
 Impasse Combe d'En Tau
 Impasse d'En Assalit
 Impasse des Andrieux
 Impasse des Carmes
 Impasse du Relai
 Impasse Pont des Carmes
 Route de Guitalens
 Route de Pépélou
 Route Pierre Fabre
 Route de Puylaurens
 Route des Andrieux
 Route de Teyssode

ANNEXE 2

- Convention -
Contribution financière municipale annuelle
 Opération « École et Cinéma »
 - fichier pdf inscriptible -

Département du Tarn Commune /ou/ Instance délégataire : <u>SAINT PAUL CAP DE Joux</u> Convention annuelle / Exercice budgétaire : <u>2021</u> Pour l'année scolaire : <u>2020 / 2021</u>

Entre les soussignés

La commune /ou/ l'instance délégataire : SAINT PAUL CAP DE Joux
 représentée par : Mme / M. Laurent VANDENDRESCHE
 en sa qualité de : Maire
 agissant au nom et pour le compte de ladite commune /ou/ instance délégataire
 et en exécution de la délibération du conseil municipal /ou/ de celle de l'instance délégataire
 en date du : 19/11/2020

- extrait annexé à la présente -

ci-après désigné par les termes « la Commune » ou « l'instance délégataire »,

d'une part

et

L'association Média-Tarn
 représentée par M. Patrick LAMOUROUX
 en sa qualité de Président de Média-Tarn
 association loi 1901 déclarée le 5 juillet 1983 à la Préfecture du Tarn [W811000421]
 parue au Journal Officiel de la République n° 165 des 18 et 19 juillet 1983
 et ayant son siège social au 1 rue de l'École Normale à Albi, Tarn
 n° de SIRET : 328 813 506 00016 – APE 9499Z
 agissant au nom et pour le compte de ladite association
 ci-après désignée par les termes « Média-Tarn »,

d'autre part

« la Commune » et « Média-Tarn » étant communément dénommés « les Parties ».

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de la *politique commune d'éducation artistique et culturelle au cinéma conduite au profit du jeune public*, politique initiée par les Ministères de la Culture et de l'Éducation Nationale, le Département du Tarn, la Direction régionale de l'action culturelle Occitanie et la Direction des services départementaux de l'Éducation Nationale ont chargé, par convention triennale, la structure culturelle Média-Tarn de la coordination générale de l'action « *Plan Ciné-Tarn* » déclinée en différentes opérations départementales dont celle dite *École et cinéma*.

Les dispositions de la Loi NOTRe du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, modifient les compétences des départements en matière de culture désormais partagées entre les communes, les départements et les régions.

C'est à ce titre que la présente convention vient fixer les modalités de mise en œuvre d'une *Contribution financière municipale annuelle* visant à assurer une participation financière des communes – ou de leurs instances délégataires – aux coûts de gestion et d'organisation de l'opération *École et cinéma* coordonnée par la structure Média-Tarn.

Cette convention participe donc exclusivement de la coordination départementale assurée par Média-Tarn selon les principes organisationnels définis par les instances nationales et précisés dans la *Fiche descriptive* jointe en annexe à la présente convention.

Il est rappelé ici qu'il est fait obligation aux maîtres des classes volontaires engagées dans l'opération *École et cinéma*, outre de participer à l'ensemble du dispositif pédagogique et culturel dans ces différentes expressions, d'assister obligatoirement avec leurs élèves aux trois projections réparties trimestriellement au cours de l'année scolaire dans la salle de cinéma partenaire la plus proche de leur école, comme le Cahier des charges *École et cinéma* le stipule. Il est précisé ici qu'il ne peut être dérogé à ce principe sans s'exclure *de facto* du dispositif institutionnel *École et cinéma*.

Il est convenu ce qui suit :

- Article 1 - Objet

La présente convention définit l'engagement de la commune – ou de l'instance délégataire – à participer aux coûts de gestion et d'organisation de l'opération *École et cinéma* engagés par Média-Tarn, opération mise en œuvre au profit des élèves de /ou/ des écoles de la Commune.

- Article 2 - Contribution financière municipale annuelle

Cet engagement de la Commune – ou de l'instance délégataire – se traduit par le versement à Média-Tarn d'une *Contribution financière municipale annuelle* fixée à : 1,50 € par élève inscrit et par an.

Elle est établie sur la base du *nombre d'élèves inscrits* à l'opération *École et cinéma* par l'équipe éducative de /ou/ des écoles de la Commune.

Il appartient donc à chaque directeur d'avoir informé préalablement la Mairie – ou l'instance délégataire – dont l'école dépend de sa volonté à participer au dispositif *École et cinéma* et, selon accord, d'avoir communiqué le nombre d'élèves inscrits, un double de la *Fiche d'inscription définitive* transmise à Média-Tarn faisant foi, soit : **47** élèves.

Cette *Contribution financière municipale annuelle* fera l'objet d'une délibération en Conseil municipal – ou de l'instance délégataire – dont copie de l'extrait du registre afférent sera annexée à la présente convention.

- Article 3 - Modalités financières / État récapitulatif

Un *État des inscrits* sera produit par Média-Tarn au cours du premier trimestre de l'exercice financier de l'année civile de référence 2021 rappelée ici. Média-Tarn adressera à la Commune – ou à l'instance délégataire – cet *État des inscrits* fixant ainsi le montant de la Contribution financière municipale annuelle due, au prorata des effectifs inscrits et sur la base des 1,50 € arrêtés. Il sera annexé à la présente convention afin que celle-ci soit ainsi clôturée.

À l'issue de l'année scolaire, un état récapitulatif du nombre réel d'élèves de /ou/ des écoles de la Commune ayant participé à l'opération *École et cinéma* sera produit par Média-Tarn et pourra être communiqué à la Commune - ou instance délégataire -, à titre informatif, à sa demande.

- Article 4 - Versement

Le versement de cette *Contribution financière municipale annuelle* sera effectué par la Commune – ou par l'instance délégataire – au bénéfice exclusif de Média-Tarn.

Ce versement interviendra dès réception de l'*État des inscrits* adressé par Média-Tarn à la Commune – ou à l'instance délégataire – sous la forme d'un virement bancaire avant la fin de l'exercice financier de l'année civile de référence 2020/2021 rappelée ici.

– Informations bancaires – Pour mémoire – RIB original joint à la présente convention

RIB				
Etablissement	Code Guichet	N° Compte	Clé RIB	Domiciliation
20041	01016	0388647J037	57	Toulouse Centre financier 7 rue Jean Palaprat 31900 Toulouse Cedex 9
IBAN				BIC
FR18 2004 1010 1603 8864 7J03 757				PSSTFRPPTOU

- Article 5 - Calendrier

La démarche conventionnelle, cherchant à s'accorder avec le déroulement du dispositif d'ores et déjà mis à l'épreuve (calendrier organisationnel précisé dans la *Fiche descriptive* jointe en annexe à la présente convention), adoptera le calendrier suivant et ses principes :

Juin	- <i>Information institutionnelle conjointe</i> des Mairies et des écoles de la relance du dispositif <i>École et cinéma</i> pour l'année scolaire millésimée à venir.
Juin-Sept.	- <i>Prise de contacts</i> entre les Mairies et les écoles validant leur participation.
Sept.	- <i>Inscription</i> auprès de Média-Tarn des maîtres, des classes et des effectifs précis des élèves des écoles avec copie adressée à la mairie – ou instance délégataire.
Sept.-Oct.	- <i>Délibération</i> en Conseil municipal – ou instance délégataire – fixant la <i>Contribution financière municipale annuelle</i> attribuée sur la base du nombre d'élèves inscrits au dispositif.
Oct.-Nov.	- <i>Conventionnement Mairie / Média-Tarn</i> – ou Instance délégataire / Média-Tarn – sur la base des effectifs inscrits et communiqués à la suite de la rentrée des classes.
Jan.-Mars ⁿ¹	- Production par Média-Tarn d'un <i>État des inscrits</i> fixant le montant de la Contribution financière municipale annuelle adressé aux Mairies – ou aux instances délégataires.
Juin ⁿ¹	- <i>Relevé du nombre réel</i> d'élèves de /ou/ des écoles à avoir réellement participé aux séances des trois films trimestriels programmés et production par Média-Tarn d'un <i>État Récapitulatif</i> .
Mars-Août ⁿ¹	- Versement par les Mairies – ou instances délégataires – de la <i>Contribution financière municipale annuelle</i> au profit de la structure coordinatrice Média-Tarn.

- Article 6 - Durée

La présente convention a une durée d'un an.

Elle est établie pour l'année scolaire 2020 / 2021 et s'applique en termes de gestion comptable à l'exercice financier 2021.

Le conventionnement annuel des Parties ne fera l'objet d'une démarche de renouvellement qu'à la condition qu'une demande de réinscription à l'opération ait été, d'une part, engagée par l'équipe éducative de /ou/ des écoles de la commune et d'autre part, qu'une *Fiche d'inscription* soit effectivement parvenue dans les délais à la coordination départementale Média-Tarn.

- Article 7 - Comptabilité

Média-Tarn certifie avoir adopté un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation, certifie tenir une comptabilité conforme aux règles définies par le *Plan comptable des associations* et certifie respecter la législation fiscale et sociale en vigueur propre à son activité.

Par ailleurs, Média-Tarn certifie missionner un *Commissaire aux comptes* auprès du tribunal de Toulouse chargé de contrôler, vérifier et apprécier ses comptes annuels et qu'un *Rapport annuel de commissariat aux comptes* vient certifier.

- Article 8 - Contrôle financier

Sur simple demande de la Commune – ou de l'instance délégataire –, après approbation de son Assemblée Générale, Média-Tarn devra communiquer ce *Rapport annuel de commissariat aux comptes* relatif à la période couverte par la convention, comportant notamment les Bilan, Compte de résultat et Annexes dûment certifiés aux fins de vérification par la personne habilitée par la commune - ou de l'instance délégataire -.

- Article 9 - Litige

En cas de contestation visant l'interprétation ou l'application de la présente convention, les Parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation.

Si dans le délai d'un mois à compter de l'envoi, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'une des deux Parties des motifs de la contestation aucun accord n'est trouvé, les Parties ont la faculté de saisir le tribunal territorialement compétent de l'objet de leur litige.

- Article 10 - Résiliation

Si pour une cause quelconque la présente convention n'est pas appliquée ou ne peut s'appliquer dans les termes convenus, les Parties se réservent la possibilité de dénoncer communément, le cas échéant unilatéralement, la présente convention sans préavis ni indemnité.

Il sera alors formellement fait constat de la rupture conventionnelle tandis que l'ensemble des partenaires impliqués (DRAC, DSDEN, CD81, école/s, exploitation cinématographique) seront informés par courriel de la suspension du dispositif *École et cinéma* au profit de l'école /ou/ des écoles impliquées.

Fait à : le :
en 2 exemplaires.

Pour la Commune – ou l'instance délégataire –

En qualité de :

Mme, M.

Signature

Pour Média-Tarn

Le président

Patrick LAMOUROUX

Signature

ANNEXE 3**REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL****SAINT PAUL CAP DE JOUX****MANDAT 2020-2026****CHAPITRE I : REUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL****Article 1^{er} – Périodicité des séances**

Le Conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre.

Le maire peut réunir le Conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile.

Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande lui en est faite par le préfet ou par le tiers au moins des membres du Conseil en exercice. En cas d'urgence, le préfet peut abréger ce délai.

Articles 2 – Régime des convocations des conseillers municipaux

La convocation est faite par le maire.

Elle précise la date, l'heure et le lieu de la réunion, qui se tient en principe à la mairie et indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations et publiée sur les panneaux d'affichage et le site Internet.

Elle est adressée aux conseillers municipaux par voie dématérialisée à l'adresse électronique de leur choix avec leur accord exprès, sinon par courrier traditionnel à leur domicile, trois jours francs au moins avant celui de la réunion. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans pouvoir toutefois être inférieur à un jour franc. Le maire en rend compte, dès l'ouverture de la séance au Conseil municipal, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion pour tout ou partie de l'ordre du jour à une séance ultérieure.

Article 3 – L'ordre du jour

Le maire fixe l'ordre du jour.

Les affaires inscrites à l'ordre du jour sont en principe préalablement soumises, pour avis, aux commissions compétentes, sauf décision contraire du maire, motivée notamment par l'urgence ou toute autre raison.

Dans le cas où la séance se tient sur demande du tiers des membres du conseil, le maire est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

Article 4 – Les droits des élus locaux : l'accès aux dossiers préparatoires et aux projets de contrat et de marché

Tout membre du conseil a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

Durant les trois jours précédant la réunion, les membres du conseil peuvent consulter les dossiers préparatoires sur place et aux heures ouvrables, dans les conditions fixées par le maire.

Les dossiers relatifs aux projets de contrat et de marché sont mis, sur leur demande, à la disposition des membres du conseil dans les services communaux compétents, trois jours avant la réunion au cours de laquelle ils doivent être examinés aux fins de délibération.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus, en séance, à la disposition des membres du conseil.

Article 5 – Le droit d'expression des élus

A la fin de chaque séance du conseil municipal, les conseillers municipaux peuvent poser des questions orales auxquelles le maire ou l'adjoint délégué compétent répond directement.

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général. Elles ne donnent pas lieu à des débats, sauf demande de la majorité des conseillers municipaux présents.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifient, le maire peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du conseil municipal spécialement organisée à cet effet.

Si l'objet des questions orales le justifie, le maire peut décider de les transmettre pour examen aux commissions permanentes concernées.

Article 6 – Informations complémentaires demandées à l'administration de la commune

Toute question, demande d'informations complémentaires ou intervention d'un membre du conseil auprès de l'administration de la commune, devra être adressée au maire.

Les informations demandées seront communiquées dans la quinzaine suivant la demande.

Toutefois, dans le cas où l'administration communale nécessite un délai supplémentaire pour répondre à la demande, le conseiller municipal concerné en sera informé dans les meilleurs délais.

CHAPITRE II : COMMISSIONS ET COMITES CONSULTATIFS

Article 7 – Les commissions municipales

Les commissions permanentes et spéciales instruisent les affaires qui leur sont soumises par le maire et en particulier, préparent les rapports relatifs aux projets de délibérations intéressant leur secteur d'activités ; elles émettent des avis car elles ne disposent pas de pouvoir décisionnel.

Les commissions peuvent entendre, en tant que de besoin, des personnalités qualifiées extérieures au conseil municipal.

Les commissions permanentes sont les suivantes :

Commission	Nombre de membres maximum
Travaux	6 membres
Culture et vie associative	6 membres
Sociale	6 membres
Environnement	6 membres
Information, communication	6 membres

Le nombre de membres indiqué ci-dessus exclut le maire qui en est président de droit.

La désignation des membres des commissions est effectuée au scrutin secret, sauf si le conseil municipal décide, à l'unanimité, d'y renoncer.

Lors de la première réunion, les membres de la commission procèdent à la désignation du vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché.

Les réunions des commissions donnent lieu à l'établissement d'un compte rendu sommaire qui peut être communiqué à tout conseiller municipal qui en fait la demande.

Les séances des commissions permanentes et des commissions spéciales ne sont pas publiques sauf décision contraire du maire et de la majorité des membres de la commission concernée.

Les commissions se réunissent sur convocation du maire ou du vice-président. Il est toutefois tenu de réunir les commissions à la demande de la majorité de ses membres.

Si nécessaire, le conseil peut décider de créer une commission spéciale en vue d'examiner une question particulière.

Article 8 – Comités consultatifs

Le conseil municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune. La composition et les modalités de fonctionnement de ces comités consultatifs sont fixées par délibération du conseil municipal.

Chaque comité, présidé par un membre du conseil municipal désigné parmi ses membres, est composé d'élus et de personnalités extérieures à l'assemblée communale et particulièrement qualifiées ou directement concernées par le sujet soumis à l'examen du comité.

Les avis émis par les comités consultatifs ne sauraient en aucun cas lier le conseil municipal.

Article 9 – La commission d'appel d'offres

Les conditions d'intervention, de composition et de fonctionnement de cette commission sont régies par l'article L1411-5 du CGCT.

La commission est composée par le maire ou son représentant, président, et par trois membres du conseil municipal élus par le conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.

CHAPITRE III : TENUE DES SEANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 10 – Rôle du maire, président de séance

Le conseil municipal est présidé par le maire et, à défaut, par celui qui le remplace.

Dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

La réunion au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal.

Le président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il met fin s'il y a lieu aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement

avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Article 11 – Le quorum

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Si, après une première convocation régulièrement faite, le conseil municipal ne s'est pas réuni en nombre suffisant, le Maire adresse aux membres du conseil une seconde convocation à 3 jours au moins d'intervalle. Cette seconde convocation doit expressément indiquer les questions à l'ordre du jour et mentionner que le conseil pourra délibérer sans la présence de la majorité de ses membres.

Article 12 – Les procurations de vote

En l'absence du conseiller municipal, celui-ci peut donner à un autre membre du conseil municipal de son choix un pouvoir écrit de voter en son nom.

Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Celui-ci est toujours révocable.

Les pouvoirs sont remis, au plus tard, au Maire au début de la réunion.

Article 13 – Secrétariat des réunions du conseil municipal

Au début de chaque réunion, le conseil nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le secrétaire assiste le maire pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance.

Article 14 – Communication locale

Les réunions peuvent faire l'objet d'un compte rendu dans la presse et être retransmises par tout moyen de communication audiovisuelle.

Pour le reste, les dispositions du code général des collectivités territoriales s'appliquent.

Article 15 – Présence du public

Les réunions du conseil municipal sont publiques.

Des emplacements, en nombre suffisant, sont prévus dans la salle des délibérations pour permettre l'accueil du public qui doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Article 16 – Réunion à huis clos

A la demande du maire ou de trois membres du conseil, le conseil municipal peut décider, sans débat, d'une réunion à huis clos. La décision est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Article 17 – Police des réunions

Le maire a seul la police de l'assemblée.

Il peut faire expulser de l'auditoire tout individu qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit (propos injurieux ou diffamatoires...) le maire en dresse le procès-verbal et en saisie immédiatement le procureur de la République.

CHAPITRE IV : DEBATS ET VOTES DES DELIBERATIONS

Article 18 – Règles concernant le déroulement des réunions

Le maire, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus. Il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour ; seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération.

Chaque point est résumé oralement par le maire ou par un rapporteur désigné par le maire.

Le maire peut aussi soumettre au conseil municipal des « questions diverses », qui ne revêtent pas une importance capitale. Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une délibération, elle devra en tant que telle être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil municipal.

Il soumet à l'approbation du conseil municipal les points urgents qu'il propose d'ajouter à l'examen du conseil municipal du jour. Dans ce cas, le conseil municipal doit se prononcer favorablement à l'unanimité pour ajouter ce point à l'ordre du jour.

Le maire accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Il demande au conseil municipal de nommer le secrétaire de séance.

Le maire rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation du conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du Code général des collectivités territoriales.

Article 19 – Débats ordinaires

Le maire donne la parole aux membres du conseil qui la demandent. Il détermine l'ordre des intervenants en tenant compte de l'ordre dans lequel se manifestent les demandes de prises de parole.

Article 20 – Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le président de séance. Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

Article 21 – Vote

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les bulletins ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le conseil municipal vote de l'une des manières suivantes :

- à main levée,
- au scrutin secret.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément le vote au scrutin secret. Il est constaté par le président et le secrétaire qui comptent le nombre de votants pour et le nombre de votants contre.

Article 22 – Clôture de toute discussion

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le président de séance.

La clôture de toute discussion peut être décidée par le conseil municipal, à la demande du président de séance ou d'un membre du conseil.

CHAPITRE V : COMPTES RENDUS DES DEBATS ET DES DECISIONS

Article 23 – Compte-rendu

La signature est déposée sur la dernière page du procès-verbal de la séance, après l'ensemble des délibérations.

Une fois établi, ce procès-verbal est mis à la disposition des membres du conseil municipal.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement.

Les membres du conseil municipal ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant.

Une synthèse sommaire des délibérations et décisions prises par le Conseil municipal est affichée dans un délai d'une semaine à l'Hôtel de Ville sur les panneaux administratifs et publiées sur le site internet de la commune.

CHAPITRE VI : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 24 – Désignation des délégués

Le conseil municipal désigne ses membres ou ses délégués au sein d'organismes extérieurs selon les dispositions du code général des collectivités territoriales régissant ces organismes.

Le remplacement de ces délégués peut être fait dans les mêmes conditions que leur nomination.

L'élection d'un maire n'entraîne pas, pour le conseil municipal, l'obligation de procéder à une nouvelle désignation des délégués dans les organismes extérieurs.

Article 25 – Retrait d'une délégation à un adjoint

Un adjoint, privé de délégation par le maire et non maintenu dans ses fonctions d'adjoint (officier d'état civil et officier de police judiciaire) par le conseil municipal, redevient simple conseiller municipal.

Le conseil municipal peut décider que l'adjoint nouvellement élu occupera la même place que son prédécesseur dans l'ordre du tableau

Article 26 – Modification du règlement intérieur

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du maire ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communale.

Article 27 – Autre

Pour toute autre disposition il est fait référence aux dispositions du code général des collectivités territoriales.

Le présent règlement intérieur a été adopté par le conseil municipal de la commune de Saint Paul Cap de Joux, le 19 novembre 2020.